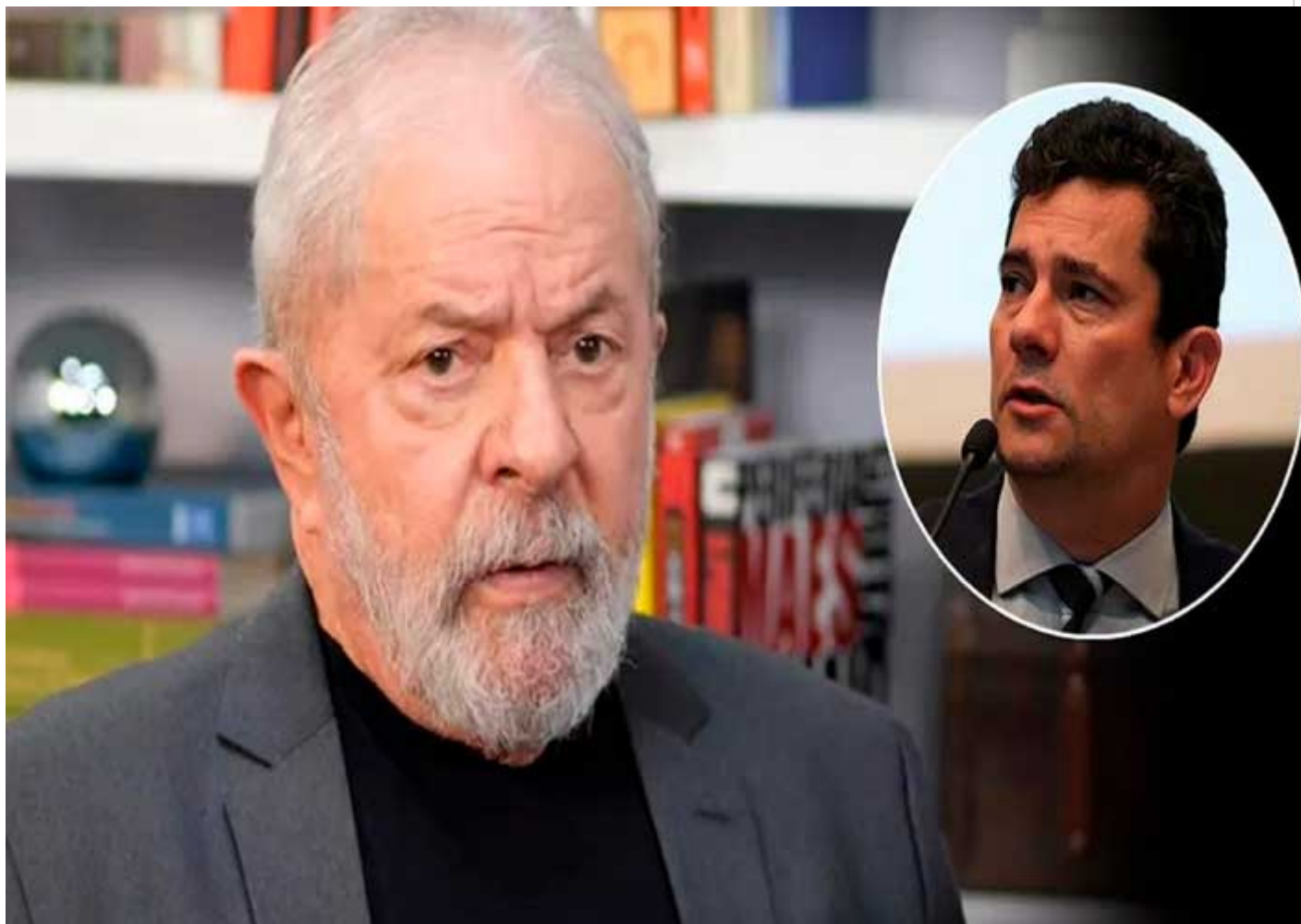


L'ONU conclut l'analyse du cas Lula sur la partialité de Moro



Brasília, 12 septembre (RHC) Le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a conclu son analyse du cas présenté par l'ancien président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva sur des soupçons de partialité de l'ancien juge Sérgio Moro.

Selon le journaliste Jamil Chade, chroniqueur du portail d'information UOL, ce point final a été communiqué à la défense du fondateur du Parti des travailleurs.

Le Tribunal Fédéral Suprême (STF) du Brésil a jugé en mars que Moro avait violé les règles du procès et annulé toutes les condamnations contre Lula, qui a la possibilité d'être candidat à la présidence en 2022.

Mais, malgré cela, précise Chade, 'le processus continue dans les instances internationales' et sera jugé par les 18 experts de l'organisme.

Le dossier a été porté à l'ONU en 2016, après que l'ancien dirigeant a porté plainte, en alléguant que Moro a agi de manière arbitraire dans les procès ouverts contre lui.

Deux ans plus tard, le Comité des droits de l'homme de l'ONU a décidé des mesures conservatoires et a demandé aux autorités brésiliennes de maintenir les droits politiques de Lula jusqu'à ce que son cas soit évalué par le STF et que l'affaire soit traitée à fond à Genève.

Selon le journaliste, l'avis de cette commission a été ignoré par l'État brésilien, ce qui a conduit l'organisme à considérer ce refus dans son verdict final.

Le Comité indique à présent qu'il a conclu tant l'évaluation de la recevabilité que celle du fond.

En fait, note Chade, le processus touche à sa fin et il est possible qu'un verdict définitif soit rendu dans les mois à venir.

Il précise que, dans l'un des derniers documents remis par l'État brésilien à l'ONU, le gouvernement défend Moro, ministre de la Justice de Jair Bolsonaro à ce moment-là.

La défense de l'ancien dirigeant syndical a également fait valoir qu'en acceptant le poste de ministre de la justice, Moro aurait une 'position politique' et 'a utilisé son rôle de juge de manière partielle pour aider les groupes opposés à l'ancien président'.

Auparavant, les avocats ont prouvé que l'ancien dirigeant ouvrier était 'la cible de lawfare, qui est l'utilisation stratégique des lois à des fins illégitimes' et victime de l'opération judiciaire désactivée Lava Jato.

Dès le début de l'enquête, Lula réaffirme son innocence et dénonce avoir été la victime du plus grand mensonge juridique de l'histoire du Brésil.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/269959-lonu-conclut-lanalyse-du-cas-lula-sur-la-partialite-de-moro>



Radio Habana Cuba